Guerre en Iran : les Sages appellent au respect du droit international

Partage international n° 452 – Avril 2026

Les Sages (The Elders) avertissent qu'en consentant aux demandes des États-Unis concernant la guerre en Iran, comme l'aide à la sécurisation du détroit d'Ormuz pour assurer le transport maritime, les pays concernés participeront à une guerre illégale. Nous exhortons les pays à protester collectivement, à résister à la pression et à indiquer clairement que ceux qui ont déclenché cette guerre sont responsables de ses conséquences, et qu'ils doivent y mettre fin rapidement.

Le droit international ne doit pas être invoqué sélectivement. De nombreux dirigeants occidentaux ont soutenu à juste titre que l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022 exigeait une réponse sans équivoque. Ils ont été prompts à critiquer les États plaçant leurs intérêts économiques au-dessus des principes.

Pourtant, beaucoup de ces mêmes dirigeants hésitent aujourd'hui à dénoncer les actions militaires illégales des États-Unis et d'Israël. Cette hypocrisie n'est pas passée inaperçue auprès du public au Moyen-Orient ou dans les pays du Sud. La confiance dans les institutions internationales est érodée et l'attitude des pays occidentaux nourrit la perception qu'ils n'invoquent le droit international que lorsque cela les arrange sur le plan politique.

La récente résolution du Conseil de sécurité des Nations unies, qui condamne les attaques iraniennes sur les pays voisins, tout en omettant toute référence aux frappes initiales américano-israéliennes, illustre cette dérangeante sélectivité. Lorsque le Conseil de sécurité applique le droit international de manière inégale, il sape sa propre autorité.

L'agression en cours des États-Unis et d'Israël contre l'Iran et les frappes de représailles de l'Iran dans le Golf persique et la Méditerranée orientale menacent la sécurité régionale et l'économie mondiale.

L'action militaire n'apportera ni la paix ni la justice ni le respect pour les droits humains que les Iraniens méritent après les violations répétées et perpétrées de longue date et la récente répression sanglante de manifestants pacifiques par le régime.

L'absence de stratégie américaine cohérente laisse entrevoir la perspective d'une instabilité en Iran comparable à celle qui a suivi l'invasion de l'Irak par les États-Unis en 2003. L'incertitude quant à l'emplacement et l'état des stocks d'uranium enrichi de l'Iran augmente d'autant le danger.

Il n'y a pas de solution militaire à la prolifération nucléaire. Quand des États dotés de l'arme nucléaire frappent un État non doté de cette arme pendant des négociations, le message est sans ambiguïté : posséder des armes nucléaires fournit une protection. La conséquence la plus probable de la guerre illégale lancée contre l'Iran n'est pas une plus grande sécurité, mais plutôt une incitation supplémentaire à la prolifération nucléaire.

Les dirigeants qui prétendent croire au droit international doivent rester fidèles à leurs principes et placer la stabilité à long terme au-dessus des considérations à court terme.

Thématiques : politique
Rubrique : Divers